

La Société civile pointe du doigt les préoccupations de l'heure au Burundi

@rib News, 08/09/2008 Au lendemain de la célébration du 3^eme anniversaire du pouvoir CNDD-FDD, issu des élections de 2005, une trentaine d'associations de la société civile burundaise ont rendu public, le jeudi 4 septembre, un Mémoire dans lequel elles pointent du doigt des problèmes d'ordre politico-sécuritaire qui constituent les préoccupations majeures à l'heure actuelle au Burundi. Les associations signataires du mémoire se disent « profondément préoccupées par la crise persistante au sein des principaux partis politiques notamment le CNDD-FDD et le FRODEBU, le dysfonctionnement et la confusion des missions entre les ministres et les vice-ministres, les crimes impunis comme les massacres de Muyinga et de Gatumba, les violences faites aux femmes et aux enfants, la recrudescence de la criminalité consécutive au banditisme à main armée, aux conflits fonciers et à la prolifération des armes au sein de la population civile, etc ».

Les mêmes associations s'inquiètent « de la résurgence des actes de harcèlement, d'intimidation, de menaces, tracasseries judiciaires et de filature policière à l'encontre des acteurs de la société civile, d'obstruction à la liberté de la presse », et observent, « deux ans des échéances électorales de 2010, le retard dans l'actualisation de la constitution, du code électoral, de la loi communale et du code de conduite des partis politiques », déplorant ainsi que « les acteurs politiques mènent déjà leurs campagnes politiques à peine voilées dans un tel contexte où la tension monte au fur et à mesure que les élections de 2010 approchent ». Les trente-deux associations se disent « préoccupées par la paupérisation de la population burundaise aux prises avec la flambée continue des prix des produits de première nécessité, la rareté de l'emploi tant dans le secteur public que privé ainsi que la réduction continue des terres cultivables », et signalent que « la femme burundaise est la plus touchée par les conséquences de cette paupérisation accentuée par l'absence d'une loi régissant les régimes matrimoniaux, les libéralités et les successions ». Les associations signataires du mémoire déplorent en outre qu'« en pareille situation, les maigres ressources du pays soient également réparties au regard du traitement inéquitable des agents publics et de nombreux cas de corruption, de détournement de fonds et de deniers publics ». Lire l'intégralité du Mémoire